

## Dieu, que la guerre est académique

Michel Fortmann

Volume 12, numéro 2, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701201ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701201ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fortmann, M. (1981). Dieu, que la guerre est académique. *Études internationales*, 12(2), 395–401. <https://doi.org/10.7202/701201ar>

# LIVRES

## 1. ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

### DIEU, QUE LA GUERRE EST ACADÉMIQUE!<sup>\*</sup>

Michel FORTMANN<sup>\*\*</sup>

Hersch Lauterpacht a noté cyniquement que « le phénomène guerre n'admet pas réellement une analyse répondant aux canons de la logique. »<sup>1</sup> Pour Clausewitz, sans lequel une référence à ce sujet ne serait pas complète, la guerre, si elle a un langage, n'a pas de logique, c'est-à-dire de sens.<sup>2</sup> La tâche des Études stratégiques, face à ce mutisme, est précisément d'objectiver le phénomène de la violence collective. En termes opérationnels, cela signifie cerner les causes ou la (les) fonction(s) sociologique(s) de l'institution « guerre », analyser ses effets, mettre en évidence les moyens de la manipuler et, le cas échéant, la contrôler (ou l'éliminer).

Le problème des études stratégiques est que la guerre, de par sa complexité, son caractère protéiforme, résiste à l'analyse<sup>3</sup> et que la violence - ou son ombre - semble toujours avoir deux longueurs d'avance sur l'expert. Ce dernier a donc fort souvent le choix entre un pessimisme déprimant ou un peu cynique, une argumentation très émotionnelle que G. Bouthoul dénonçait déjà en 1951, ou encore une attitude de détachement « scientifique » que nous qualifierions d'académisme. Cette dernière tendance, en particulier, repose spécifiquement sur l'usage d'oeillères intellectuelles (telles que l'humanisme, le juridisme, le marxisme ou une foi aveugle dans les miracles de la science et de la technologie) pour projeter une cohérence imaginaire sur un phénomène complexe qui, à notre sens, ne souffre pas les simplifications abusives ni les préjugés idéologiques. Une coupe transversale dans les publications récentes devrait ici nous permettre d'illustrer ce jugement.

\* HOWARD, M., ed., *Restraints on War: Studies in the Limitation of Armed Conflict*, New York, Oxford University Press, 1979. 181 p.

KALDOR, M. & EIDE, A., eds., *The World Military Order: The Impact of Military Technology on the Third World*, Agincourt (Ont.), Macmillan Press, 1979. 314 p.

OSGOOD, R.E., *Limited War Revisited*, Boulder (Col.), Westview Press, 1979. 138 p.

SPEED, R.D., *Strategic Deterrence in the 1980s*, Stanford (Cal.), Hoover Institution Press, 1979. 188 p.

PANOFSKY, W.K.H., *Arms Control and SALT II*, Seattle (Wash.), University of Washington Press, Seattle, 1979. 88 p.

SIPRI, *Internationalization to Prevent the Spread of Nuclear Weapons*, Londres, Taylor & Francis Ltd, 1980. 250 p.

SIPRI, *The NPT: The Main Political Barrier to Nuclear Weapon Proliferation*, Londres, Taylor & Francis Ltd., 1980. 74 p.

\*\* *Professeur au Département de science politique de l'Université de Montréal.*

1. Cité in L. KOTSCH, *The Concept of War in Contemporary History and International Law*, Genève, 1956, p. 294.
2. Cité in B. BRODIE, *War and Politics*, MacMillan, 1973, p. 1.
3. Ce qui est plus grave dans ce domaine que dans les sciences sociales en général, vu l'urgence du problème de la violence internationale.

## I — Guerre et technique

L'ouvrage de Kaldor et Eide, *The World Military Order*, selon une approche très « polémologique » se donne pour objet l'analyse de la technologie militaire dans le Tiers Monde. Dans les termes de l'ouvrage, « Il s'agit d'analyser la tension dynamique entre les formes de la violence et la formation sociale, une tension exprimée dans le rôle de la force en tant qu'instrument de destruction et dans l'absorption et la mobilisation de ressources aux fins de destruction. »<sup>4</sup> Le postulat de base est évidemment doctrinaire : la force brute, diffusée sous forme de technologie militaire par les pays industrialisés, contribue à la promotion et au maintien du capitalisme. L'argument, finalement assez simple, est que cette technologie, qui est le produit d'un stade spécifique du développement économique et scientifique, ne peut éliminer les tensions conflictuelles que suscitent les structures capitalistes ou néocolonialistes dans le Tiers Monde. Plus précisément encore, il existerait une contradiction entre, d'une part, le type de technologies et de doctrines militaires importées et, d'autre part, le type de problèmes auxquels ces moyens doivent répondre. Pour illustrer ceci, une partie de l'ouvrage explique (souvent avec brio) l'échec du conflit vietnamien, algérien, indo-pakistanaï ; l'autre, plus théorique, s'attachant à souligner les effets pervers de la technologie militaire au plan du développement économique et de la prolifération de la force (chap. 8 et 9).

En pratique, cependant, l'ouvrage ne résiste pas aux tensions internes existant entre, d'une part, des affirmations doctrinaires, des généralisations hâtives et, d'autre part, la complexité et le mutisme du phénomène étudié, sans parler des erreurs et des lacunes sur lesquelles nous reviendrons. Ainsi, l'introduction et le chapitre 1 portant sur l'impératif technologique au Viêt-Nam sont significatifs de la première tendance, la seconde étant représentée surtout par le chapitre 3,<sup>5</sup> techniquement très informé, mais analytiquement vide. Donc, dans l'ensemble, comme l'a noté laconiquement V.T. Taylor : « Quoique les éditeurs aient prévu, les études de cas, dans l'ensemble, ne disent rien de cohérent à propos de l'utilisation de la technologie moderne au niveau des guerres civiles ou internationales<sup>6</sup> ». D'un point de vue personnel, je ne soulignerais que deux faits : Albrecht et Kaldor avancent que les exportations militaires pour la France se montent à 30 % des exportations totales, or, ce chiffre, pour lequel il n'existe pas de référence, est simplement faux. En effet, qu'on se réfère aux chiffres de SIPRI ou de l'ACDA ou encore de la FEDN, les évaluations de ce pourcentage varient entre 0.9% et 4.5%...<sup>7</sup> Par ailleurs, au plan des lacunes, pourquoi l'ouvrage passe-t-il sous silence le champ d'expérience pour la technologie de pointe qu'a été la guerre du Kippour ? Bref, Kaldor et Eide illustrent avec brio la méthode nécessaire pour élaborer une recherche d'un bon niveau académique, mais dont la cohérence théorique ne résiste pas à l'épreuve des faits.

Il faut cependant ajouter pour leur défense que l'analyse du phénomène guerre est encore un terrain en friche et que la sociologie ou les relations internationales ont connu le même type de problèmes dans des périodes antérieures. La stratégie, par contre, si on la définit comme l'art de manipuler les conflits n'est pas une science jeune, mais il faut bien constater qu'elle aussi est atteinte par le virus de l'académisme comme le soulignent les ouvrages de Speed au niveau nucléaire et Osgood au plan des conflits limités.

4. KALDOR/EIDE, p. 10.

5. P. ROBINSON, *Qualitative Trends in Conventional Munitions*, Kaldor/Eide, *op. cit.*

6. T. TAYLOR, Book Review, *Survival*, sept-oct, 1980, p. 236.

7. Voir en particulier « Restraining Arms Exports to the Third World » *Survival*, janv.-fév. 1979, p. 15.

## II — Des stratégies nucléaires limitées

Speed est un physicien et non un politologue, ce qui lui a été reproché par L. Freedman sous couvert d'une tendance « caractérisée par un engouement marqué pour les aspects les plus techniques des relations Est-Ouest, au détriment des aspects politiques ou, pire encore, sans considération pour les conséquences politiques profondes de mesures prises pour des raisons purement techniques. »<sup>8</sup> Ce qui semble partiellement exact, mais il est nécessaire de souligner avec quelle virtuosité Speed amène pratiquement à envisager le déroulement d'un conflit nucléaire. Son hypothèse : en cas d'attaque surprise, les Soviétiques pourraient au minimum détruire 70% des bombardiers américains, 50% des sous-marins lance-engins non alertés et 85% des missiles en silos.<sup>9</sup> Pour être encore plus précis, suite à un calcul complexe impliquant la résistance des silos américains (1000 p.s.i.), la précision actuelle et prévue des missiles soviétiques (O.l.n.m.), seuls 30 à 58 des 1054 ICBMS américains survivraient à un coup de force russe, ce que confirme d'ailleurs un article récent de *Defense & Foreign Affairs*.<sup>10</sup> Quant aux bombardiers, compte tenu de leur réaction (reaction time) minimum de 120 secondes, leur chance de survie est pratiquement réduite à zéro si les SLBMS soviétiques sont lancés en trajectoire tendue (depressed trajectories). Compte tenu de la densité des défenses aériennes soviétiques, les forces américaines restantes ne pourraient qu'infliger des dégâts mineurs à l'URSS. Conclusion : le principe de la destruction mutuelle assurée (MAD) ne s'applique déjà plus...

Les solutions les plus remarquables que propose l'auteur :

- 1) développer un nouveau système de silos constitué de 9000 points-cibles dont 1000 seulement contiendraient des missiles (coût : 12 milliards de dollars) ;
- 2) la création de 50 bases de bombardiers situées à l'intérieur des États-Unis ;
- 3) le déplacement d'un grand nombre de missiles de croisière pour saturer les défenses de l'adversaire ;
- 4) et, en Europe, la construction d'une ligne Maginot de 1860 km le long de la frontière est-allemande (coût : 5 milliards de dollars) pour forcer une attaque soviétique à se concentrer et donc pouvoir la contrer grâce aux armes nucléaires tactiques.

Le raisonnement simple, mais continuellement soutenu par les faits, la clarté des conclusions, l'aura du scientifique, bref, tout contribue à faire accepter les thèses de Speed, mais plusieurs symptômes viennent perturber cette harmonie logique. D'abord, une petite phrase à la page huit nous dit : « En cas de guerre nucléaire, l'URSS est prête non seulement à riposter, mais à survivre et à remporter la victoire. ». Voilà un jugement bien précipité, sinon naïf, pour un scientifique : quels avantages économiques ou militaires l'URSS pourrait-elle tirer d'une telle stratégie ? Les coûts et les risques d'une telle attitude ne sont-ils pas, de toute façon, suicidaires ? En tenant pour acquis l'agressivité nucléaire des Soviétiques, Speed ne contribue-t-il pas à créer une psychose de l'insécurité aux États-Unis, psychose menant tout droit à de nouvelles tensions internationales dans le domaine politico-militaire. De facto, et cela révèle mieux encore l'irresponsabilité de l'auteur, Speed préconise le rejet de SALT II en tant qu'accord inégal (p. 96), une nouvelle compétition stratégique (p. 93), le désengagement américain en Europe (p. 123) et l'adoption, par les États-Unis, d'une « stratégie visant la victoire » (p. 123 à 129). L'accusation de Freedman est donc, à ce niveau, pleinement confirmée et « .... si cette peur excessive, étroitement technique, en ce qui a trait aux forces

8. L. FREEDMAN, Book Review, *Survival*, janv.-fév. 1980, p. 45.

9. R.D. SPEED, *Strategic Deterrence in the 1980s*, Hoover, 1979.

10. S. POSSONY, « US Strategy: an End to Obsolescence », *Defense and Foreign Affairs*, vol. VIII, no. 13, déc. 1980, pp. 6-9.

stratégiques représente une fraction significative de l'opinion américaine, les relations atlantiques risquent fort de connaître quelques tensions dans un proche avenir. »<sup>11</sup>

Si R. Speed cache son académisme sous le manteau du technicien, Osgood, au contraire, révèle très consciemment ce travers au plan des guerres limitées. Celles-ci posent, en fait, le problème de la limitation des moyens et des objectifs en cas de conflit direct ou indirect entre les États-Unis et l'URSS. Il s'agirait, au plan des guerres locales (Israël, Égypte, Corée), des guerres subversives (Viêt-Nam) et d'une éventuelle guerre « centrale », non de détruire les forces ennemies, mais de communiquer avec leurs maîtres politiques, de marchander avec eux par le biais d'un dialogue physique violent (coercive diplomacy)<sup>12</sup>.

La thèse d'Osgood - bien qu'elle soit sous-tendue par des prémisses identiques à celles de Speed<sup>13</sup> - est que, depuis les années 1960, un fossé s'est créé entre, d'une part, les concepts fondamentaux de la doctrine de la guerre limitée (le « containment ») et, d'autre part, les capacités militaires (et politiques) de mettre en oeuvre cette doctrine. Précisément, le Viêt-Nam a prouvé que les États-Unis n'avaient plus les moyens de leur doctrine. Par ailleurs, la menace de l'extension du communisme a changé de nature (impérialisme soviétique - fragmentation du Tiers Monde) et s'est diversifiée (crise du pétrole, terrorisme, apparition des « rogue states »<sup>14</sup>).

Par rapport à ces menaces, les risques et les coûts d'intervention limitée, à l'instar du cas coréen et vietnamien, semblent a priori prohibitifs, ne laissant aux États-Unis que la possibilité d'utiliser leurs forces militaires de façon très indirecte (transfert d'armes, conseillers militaires, etc.). Bref, si les Soviétiques pratiquent un minimum de discrétion et de prudence, « the US reassertion of the concept of containment may be little more than rhetorical » (p. 84).

Au plan de l'analyse stratégique, par contraste, et pour nous il s'agit probablement du point le plus important, « Le concept de guerre limitée est issu de spéculations logiques et d'inférences modelées plus par la politique et la psychologie que par la science; de cette façon, des objectifs stratégiques concurrents sont libres de se reproduire sous de nouvelles formes, toujours logiquement probables, mais invérifiables en pratique. » (p. 9). Pour nous, ce gouffre béant entre la spéculation intellectuelle et la contrainte des faits est la plus belle définition de l'académisme qu'on puisse trouver.

### III — Du contrôle des conflits

Panofski, qui, tout comme Speed, a une formation en science de la nature, se trouve, dans le domaine du contrôle des armements stratégiques, à l'extrême opposé de celui-ci. Il est particulièrement intéressant de relever, par exemple, que, selon ses calculs, 73% des forces américaines survivraient à une première frappe soviétique mais que, par contre, 80% des ICBMS soviétiques sont directement menacés par une première frappe américaine (?); si le sujet n'était aussi sérieux, on serait tenté de sourire... Dans la même veine, Panofski charge, avec enthousiasme les moulins à vent nucléaires que constituent le B-1, la bombe à neutron, le concept d'overkill, celui d'équilibre stratégique quantitatif, la notion de linkage et, bien évidemment, la doctrine stratégique américaine. Sa thèse, en gros ou en détail: l'homme a besoin de sécurité et il serait temps de cesser à la fois la course qualitative et, surtout, le

11. L. FREEDMAN, *op. cit.*, p. 46.

12. J. GARNETT, « Limited « Conventional » War in the Nuclear Age » in Howard, ed., *Restraints on War*, Oxford, 1979, p. 86.

13. L'agressivité soviétique.

14. cf. F. DUCHÈNE, « The Proliferation of Arms », *Adelphi Papers*, no. 133, pp. 18-19.

stockage de ces engins de mort qui font honte à l'humanité (sic) (p. 5). Ergo, SALT II est notre dernière chance de répondre à la question: « When is there enough? »<sup>15</sup>

Une remarque seulement, si, comme le note Panofski, SALT II n'a guère d'impact en terme de capacités militaires (p. 50), en quoi est-il tellement nécessaire de le signer? En effet, la signification politique de SALT réside dans sa symbolisation de la détente entre les États-Unis et l'URSS, or, cette notion reposait sur une pratique réciproque... mais il est vrai que le texte de Panofski a été écrit en mai 1979, peut-être a-t-il changé d'opinion en décembre...

Rassurant, par rapport au plaidoyer pro domo que présentait le pamphlet précédent, le recueil de textes par Howard offre un éventail incomplet, peut-être<sup>16</sup>, mais très honnête, des différentes tentatives historiques de limiter les conflits sur terre, sur mer, dans les airs et dans les domaines conventionnels, nucléaires et non conventionnels (guerres de libération nationale).

Dans les termes mêmes de Howard, la guerre est une activité sociale, sensée, contrôlée et délibérée dont le but est de servir à des fins politiques (p. 3). Dans ce sens, la violence anarchique non contrôlée est aussi répugnante aux militaires professionnels qu'aux juristes. Donc un droit international issu de la nécessité militaire, d'un code éthique universel et de la simple prudence est nécessaire pour limiter, d'une part, les moyens et, d'autre part, les effets de la guerre (afin qu'elle conserve un sens). C'est de cette inspiration, historiquement, qu'est née et que s'est développée la période « grotienne » qui s'étend de la paix de Westphalie (1648) à la conférence de La Haye (1907). Mais, Howard ne se leurre pas car il ajoute: « Les lois de la guerre ainsi qu'une culture militaire très sophistiquée dans laquelle les adversaires sont conscients de leur intérêt commun et suprême à respecter la règle du jeu. » (p. 7). Or, les deux guerres mondiales, les conflits limités et révolutionnaires ont prouvé depuis que le droit de la guerre (jus in bello) n'avait plus guère de sens dans un contexte international définitivement hétérogène. Comme le soulignent à la fois Rauff et Watt dans leurs articles concernant la guerre maritime et aérienne, « it would appear that states were willing to accept only such limitations as favoured their own perceived interest ».<sup>17</sup> Posé plus brutalement par l'amiral Fisher en 1899: « Humaniser la guerre! Vous pouvez aussi bien parler d'humaniser l'enfer. »<sup>18</sup> Spécifiquement, on peut se demander avec Draper si, par exemple, les protocoles additionnels (1977) ajoutés à la convention de Genève, en introduisant le concept de guerre « juste » (guerre de libération), en droit international, ne viennent pas empirer la situation et donner le coup de grâce au « jus in bello »<sup>19</sup> qui, précisément, repose sur le principe de non discrimination des combattants face à la loi.

En fait, le lecteur attentif peut s'interroger sur la viabilité même du concept de contrôle: celui-ci n'est possible que si la violence a encore une logique... or, est-ce si évident au XX<sup>e</sup> siècle? L'ouvrage de Howard a au moins l'honnêteté de ne pas se leurrer à ce sujet.

Toujours au plan des contrôles apportés à la violence collective, les efforts internationaux visant à limiter la prolifération nucléaire connaissent, depuis quelques années, une impulsion renouvelée. Mais quelle est la nature du problème? Quel est le bilan de ces efforts? Et, finalement, quels nouveaux développements peut-on envisager?

15. Fait référence à la devise de l'administration McNamara: « How Much Is Enough? ».

16. Voir D. BALL, Book Review, *Survival*, juillet-août 1980, p. 183.

17. HOWARD, *op. cit.*, p. 54.

18. *Ibidem*

19. *Id.*, *op. cit.* pp. 135-160.

La nature du problème est simple : l'énergie nucléaire est théoriquement nécessaire pour suppléer aux incertitudes énergétiques actuelles. La source de l'énergie nucléaire est l'uranium naturel qui, malheureusement, est aussi l'ingrédient majeur de l'arme atomique. Pour produire l'explosif, cependant, il est nécessaire d'enrichir l'uranium qui, à l'état naturel, contient 99.3% d'U 238 (non fissible) et seulement 0.7% d'U 235 (fissible). Cet enrichissement doit cependant être supérieur à 50% pour être considéré de qualité militaire. Or, l'enrichissement nécessaire à la fission contrôlée n'est que de 3% pour les réacteurs à eau légère (LWR), le problème, a priori, est donc de contrôler le processus d'enrichissement de l'hexafluorure d'uranium (UF<sup>6</sup>) ; ceci, en principe, est relativement simple dans le cas où les États utilisateurs adoptent le cycle unique (once through cycle) qui implique la non-transformation (reprocessing) des déchets (U 235 et Pu 239). Cependant, des développements techniques récents ont permis d'envisager la construction de surgénérateurs (fast breeder reactors) permettant d'utiliser la totalité de l'uranium naturel, et ceci, en convertissant en matériaux fissiles (Pu 239) le carburant original. Les FBR produisent d'ailleurs plus de matériaux fissiles qu'ils n'en consomment. Ceci permettrait, au plan économique, de résoudre le problème de l'approvisionnement en énergie nucléaire, mais accroîtrait en même temps le danger de la prolifération. En effet, le procédé exige la retransformation des déchets et, en particulier, du plutonium dont quelques kilos seulement suffisent pour fabriquer une bombe (moins de 4 kg). Comme le note SIPRI « Un pays en possession d'un réacteur pour fabriquer du plutonium et d'une usine de retraitement pour l'extraire des éléments usés serait, en fait, au seuil de la nucléarisation militaire... en supposant la disponibilité des composantes non nucléaires, le délai entre la décision de produire une bombe et sa fabrication pourrait ainsi être réduit à quelques heures. »<sup>20</sup>

En d'autres termes, la diffusion de ce procédé aurait pour conséquence d'accroître, dans des proportions gigantesques, les risques de prolifération nucléaire. Actuellement, les 200 réacteurs en service n'ont produit que 150 tonnes de plutonium, dont la plus grande partie est encore non retraitée. Mais, en l'an 2000, selon la Conférence de l'INFCE,<sup>21</sup> même si le procédé FBR n'est pas adopté, jusqu'à 230 tonnes de plutonium seraient produites annuellement (10 000 tonnes au cas où les FBR seraient devenus la filière unique).

Autrement dit, l'évolution technologique risque fort, non pas de promouvoir, mais au moins de faciliter l'accession au statut nucléaire de certains États du Tiers Monde auxquels leurs ressources financières permettent l'achat de technologies sensibles. Face à ce danger, un certain nombre de barrières juridiques (le traité de non-prolifération), institutionnelles (l'Agence internationale de l'énergie atomique) et techniques (la « trigger list » du club de Londres, les mesures de contrôle d'Euratom) ont été édifiées depuis 1968 et certaines mesures, comme l'internationalisation du retraitement et de l'enrichissement des matériaux fissiles ont été proposées. Mais, selon les experts de l'Institut de Stockholm, ni les barrières existantes, ni les contrôles envisagés ne sont suffisants pour réellement barrer la route à la prolifération. Dans ce sens, le NPT n'a pas empêché des pays comme l'Inde, la Chine, Israël, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Argentine d'acquérir les connaissances et les moyens nécessaires à la construction de l'arme nucléaire, et la situation ne peut que s'aggraver dans le cas où le plutonium s'accumulerait dans les proportions prévues par l'INFCE.

Par ailleurs, la volonté politique de partager les techniques nucléaires pacifiques manifestée par le Tiers Monde à la Conférence de l'ONU sur le désarmement (1978)<sup>22</sup>

20. *Internationalization to Prevent the Spread of Nuclear Weapons*, SIPRI, 1980, p. 3.

21. International Nuclear Fuel Cycle Evaluation entamée en 1977 et destinée à étudier le cycle nucléaire sous l'angle de la prolifération.

22. Volonté inscrite dans l'article IV et l'article V du NPT.

empêche les membres du club nucléaire de prendre les mesures draconiennes qui s'imposeraient. Est-il, enfin, besoin de rappeler premièrement que les institutions telles que l'AIEA n'ont aucun pouvoir de contrainte à l'égard des contrevenants au NPT et que, de plus, seuls 66 des 108 signataires du traité ont accepté les mesures de contrôle prévues à l'article III. Bref, dans ces circonstances, les procédures d'internationalisation décrites par l'Institut de Stockholm risquent fort de rester purement rhétorique, surtout si l'environnement international persiste à rester aussi turbulent qu'il l'est actuellement.

### Conclusion

Dans l'ensemble, les ouvrages ici présentés, mis à part peut-être le texte de Panofski, sont sans conteste d'une haute tenue intellectuelle et, de fait, contiennent tous des éléments d'intérêt, soit au plan factuel ou au plan théorique - ce qui est plus rare. Le véritable danger, pour le lecteur, est probablement d'accepter en bloc les aspects positifs et les présupposés doctrinaux de ces ouvrages, caractérisant ce que nous avons appelé académisme au début de notre critique. Sur ce plan, il est possible de différencier nettement, d'une part, des textes tels que ceux d'Osgood, de Howard et de l'Institut de Stockholm et, d'autre part, ceux de Speed, Panofski et Kaldor/Eide. Les premiers, en effet, gardent suffisamment de distance par rapport à leur sujet pour respecter à la fois la nature de ce dernier - aussi désordonné et complexe qu'elle soit - et la liberté de jugement du lecteur. Les seconds, par contre, sous couvert de cohérence théorique (Kaldor/Eide) ou de préjugés idéologiques (Speed, Panofski) tentent de façonner leur matière et les jugements du lecteur à leur convenance. Une nuance cependant, la richesse et la continuité du raisonnement de Speed et les faits qui l'étayent compensent les préjugés de l'auteur, ce qui n'est pas le cas de l'ouvrage de Panofski, ni celui de Kaldor/Eide, ce dernier tombant parfois dans l'incohérence pure et simple.

Personnellement, nous sommes portés à conclure dans les termes d'Osgood que les études stratégiques se doivent actuellement de combler le fossé entre les doctrines - qu'elles soient pacifistes, marxistes ou bellicistes - et les faits. Dans ce sens, nous avons moins besoin des verres teintés de la cohérence théorico-académique que d'une approche propédeutique caractérisée par l'honnêteté intellectuelle et le réalisme.